

L'UE veut que l'islam soit une religion officielle d'Europe... Vous allez voter pour les européistes ?

écrit par Christine Tasin | 15 mai 2024





Et ils vous disent ça tranquillement, toute honte bue, comme si c'était dans l'ordre normal des choses ! Comme si personne ne savait ce qu'est l'islam, qui est Erdogan et ce que sont les Frères musulmans !

Vous allez voter pour des gens qui veulent que cette UE traîtresse perdure ? Qu'elle nous amène et l'islam comme religion officielle intouchable et la guerre avec la Russie ? Vraiment ?

ENQUÊTE. La Commission européenne a financé **deux projets** du programme de « mobilité des travailleurs socio-éducatifs pour la jeunesse » d'Erasmus+ pour 2023-2024, impliquant tous deux une **ONG considérée comme l'extension en Europe de l'AKP**, le parti islamo-conservateur du président turc Recep Tayyip Erdoğan.

Le premier de ces projets, « **Combattre la désinformation, la xénophobie et la haine des musulmans par le travail socio-éducatif** », vise à sensibiliser les professionnels de la jeunesse à ces thématiques. Le second, « **Décoloniser les**

esprits – Le colonialisme et ses conséquences modernes », a pour objectif de faire prendre conscience aux professionnels de la jeunesse des « *conséquences modernes du colonialisme* » et de leur donner « *les outils nécessaires pour décoloniser leurs pratiques* ». L'objectif à long terme de ce projet étant de « ***contribuer à un mouvement plus large de décolonisation et de justice sociale en Europe et au-delà*** ».

Ces projets sont portés par des ONG de nombreux pays de l'Union européenne : Allemagne, Espagne, Italie, Belgique, **France**, Pays-Bas et Portugal. Trois de ces ONG sont communes aux deux projets, dont l'une est française, l'association **ROSI France-Essonne** au profil très multiculturel. Les deux autres, **Apida et l'Union des Turcs européens démocrates – Pays-Bas (UETD Netherlands)**, interpellent quant à leurs objectifs réels.

[...]

L'UID, dont le bureau néerlandais est partenaire des deux projets Erasmus+, a été fondée à Cologne en Allemagne en 2004 sur l'initiative d'Erdoğan sous l'acronyme UETD pour « Union des Démocrates Européens Turcs », avant de devenir en 2018 l'Union des Démocrates Internationaux (UID). Les objectifs officiels de l'UID sont nombreux et visent tous à renforcer l'influence de la diaspora turque en Europe.

L'UID s'est ainsi donnée pour objectif de « ***combattre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme*** » tout en demandant la « ***reconnaissance de l'islam comme religion officielle*** » en Europe afin de « ***contribuer à la paix sociale*** ».

[...]

Depuis le début de l'année 2024, son **président est Kenan Aslan**. Né aux Pays-Bas, il était, **avant** d'être placé à la présidence de l'UID par Erdoğan, responsable des relations

extérieures de la confédération islamo-nationaliste turque du **Millî Görüş aux Pays-Bas**.

[...]

Son prédécesseur à la tête de l'UID, Köksal Kus, était quant à lui proche du mouvement ultra-nationaliste turc des Loups gris, qui a été dissous en France en 2020 après avoir appelé au meurtre des Arméniens sur le territoire hexagonal. Malgré leur dissolution, les Loups gris ont récemment défrayé la chronique en menaçant d'égorger la conseillère municipale de Saint-Chamond Isabelle Surply qui avait demandé la fermeture d'une mosquée du Millî Görüş.

L'UID est visée depuis 2017 dans tous les rapports annuels sur la « **protection de la Constitution** » publiés par le **ministère fédéral de l'Intérieur allemand**. [...] Selon ces rapports, **l'UID défend « avec force les intérêts du gouvernement turc en Allemagne et en Europe »**. Elle est **considérée comme « l'organisation officielle du parti turc au pouvoir, l'AKP »** qui fait du « *lobbying pour [ses] intérêts au niveau politique et social* ». Elle permettrait au pouvoir turc « **d'influencer directement l'opinion et le comportement de la diaspora turque** ». Pire, le gouvernement allemand reconnaît que l'UID permet à Erdogan « **d'influencer indirectement les processus de décision politique en Allemagne** ».

Cette inquiétante analyse peut sans aucun doute être **étendue à l'ensemble des 24 pays européens au sein desquels l'UID a des succursales**. La France n'est évidemment pas épargnée et comporte pas moins de sept **bureaux répartis sur tout le territoire hexagonal** (Paris, Metz, Strasbourg, Lyon, Marseille, Bordeaux et Nantes).

[...]

[Lire l'intégralité de l'enquête sur le JDD](#)

<https://www.fdesouche.com/2024/05/13/la-commission-europeenne-a-finance-lorganisation-officielle-en-europe-du-parti-turc-derdogan-parmi-ses-objectifs-la-reconnaissance-de-lislam-comme-religion-officielle-en-europe/>